



BRÈVES ÉCONOMIQUES d'Ukraine

Contexte économique – Ukraine | Janvier-février 2026

4 ans après le début de l'invasion à grande échelle, l'Ukraine reste engagée dans un double effort : défendre sa souveraineté et préserver la stabilité économique. Malgré un hiver difficile et les attaques contre les infrastructures énergétiques, l'activité se maintient, soutenue par l'aide internationale et l'adaptation rapide des entreprises. Les discussions avec les partenaires autour de la reconstruction (RDNA) et de l'intégration européenne confirment la priorité donnée à la résilience, aux réformes et à l'investissement à long terme.

Les chiffres clés

217

attaques contre les
infrastructures énergétiques

**57,7 Mds
USD**

augmentation des réserves
internationales

5 300

attaques russes recensées
sur la ligne du front

245 km²

territoires occupés (le plus
faible résultat depuis
l'année dernière)

1 200 ha

territoires déminés

416,5 ha

terres agricoles déminées

15 %

taux directeur de la Banque
nationale d'Ukraine.

894 GWh

importations d'électricité
(en hausse de ~40 %)

*pour le mois du janvier

Macro et finances publiques

Macroéconomie

Le commerce extérieur de l'Ukraine a augmenté de [21 %](#) pour atteindre **9,9 milliards USD.** Les exportations sont restées stables à 3,2 milliards USD, tandis que les importations ont progressé de 22 % à 6,7 milliards USD. Les importations concernent principalement les machines et équipements (69 %), les produits énergétiques et chimiques.

L'inflation annuelle a ralenti à [7,4 %](#) en janvier 2026. Selon la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la croissance du PIB a atteint 2 % en 2025 et devrait s'établir à 2,5 % en 2026 sous l'hypothèse de la poursuite de la guerre.

Le budget général a enregistré un manque à gagner de 12 milliards UAH, principalement en raison d'une baisse des recettes de TVA liée aux difficultés du secteur énergétique.

En février, l'Ukraine a adopté une Stratégie nationale de l'emploi à [l'horizon 2030](#) visant la création de **2 millions d'emplois et la **réduction du chômage à 9,9 %**.** La mise en œuvre est prévue pour 2026–2028 dans le cadre de l'Ukraine Facility.

L'Ukraine a ratifié l'accord avec l'Union européenne pour participer au programme [EaSI](#) du Fonds social européen Plus, donnant accès à 762 millions d'euros pour les politiques de l'emploi et l'inclusion sociale.

Le Fonds monétaire international a levé les conditions préalables à un nouveau programme de 8,1 milliards USD, ouvrant la voie à un premier décaissement de 1,5 milliard USD.

Finances publiques

La Verkhovna Rada a adopté [le budget de l'État pour 2026](#), avec **2 918 milliards UAH de recettes et **4 781 milliards UAH de dépenses**.** Le déficit maximal est fixé à 1 900 milliards UAH (18,5 % du PIB). La défense reste la priorité, avec 2,8 billions UAH.

Les réserves internationales ont atteint un niveau record de 57,7 milliards USD en janvier 2026, couvrant environ six mois d'importations.

L'Ukraine a obtenu 690,8 millions USD de subventions de la Banque mondiale et des partenaires du G7 dans le cadre du programme [PEACE](#) in Ukraine pour financer les retraites et les aides sociales.

[Euroclear](#) versera 1,4 milliard d'euros provenant des revenus des avoirs russes gelés au fonds européen pour l'Ukraine.

Les autorités poursuivent les réformes liées à [l'Ukraine Facility](#) afin de sécuriser les financements internationaux, après des retards en 2025.

Le gouvernement a élargi le programme d'assurance contre les risques de guerre pour les entreprises et prévoit un mécanisme de compensation de 16 milliards UAH pour les pertes du transport ferroviaire passagers.

Soutien international

Les alliés réunis au format Ukraine Defense Contact Group (« [Ramstein](#) ») ont annoncé **38 milliards USD d'aide militaire pour 2026**, dont plus de 6 milliards déjà détaillés (drones, défense aérienne, munitions). Les [États-Unis](#) prévoient environ 12 milliards d'euros d'armements, financés en coordination avec des partenaires européens et le [Canada](#). Le [Royaume-Uni](#) a annoncé 500 millions GBP supplémentaires pour la défense aérienne, tandis que la [France](#) et la [Norvège](#) mobilisent 720 millions USD pour les capacités

aériennes et de surveillance. La [Suède](#) et le [Danemark](#) ont annoncé 246 millions d'euros pour renforcer la protection des infrastructures critiques.

Sur le plan budgétaire, l'Ukraine a reçu 690 millions USD du G7 via le mécanisme [ERA](#), financés par les revenus des avoirs russes gelés.

Secteurs économiques

Énergie

En janvier, l'Ukraine a importé un volume record d'électricité depuis l'Union européenne, atteignant [41,9 GWh](#) en une seule journée, pour stabiliser le réseau face aux attaques russes et aux vagues de froid. Les importations d'accumulateurs électriques ont plus que doublé, atteignant 13 600 tonnes pour 10,4 milliards UAH.

Le producteur de titane [Velta](#) prévoit 20–30 millions USD pour sa propre capacité électrique (25–30 MW), les coûts de l'énergie représentant jusqu'à 70 % de ses charges. [Naftogaz](#) a signé un accord de subvention de 85 millions EUR avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour acheter du gaz importé et compenser les pertes de production.

L'Ukraine aura besoin d'environ [9,5 GW](#) de nouvelles capacités, pour un investissement estimé à >8 milliards EUR, incluant centrales à gaz flexibles, biomasse, stockage et renouvelables.

[Six centrales thermiques](#) européennes désaffectées seront transférées (Lettonie, Autriche, Finlande, Croatie, France, Allemagne) pour restaurer les stations clés détruites et assurer le chauffage des populations.

Entreprises

Les attaques sur les infrastructures et la hausse des coûts énergétiques ont entraîné des arrêts partiels et des adaptations vers la production autonome. Le gouvernement a ouvert sur la plateforme « Pulse » un guichet pour la cogénération et la production décentralisée afin de soutenir l'autonomie énergétique des entreprises.

[Ferrexpo](#) a suspendu temporairement certaines opérations, tandis qu'[ArcelorMittal](#) Kryvyi Rih prévoit l'arrêt de son atelier de laminage à chaud au T2 2026 en raison des coûts élevés et du mécanisme CBAM de l'UE. La BERD a accordé un prêt jusqu'à 200 M USD à ArcelorMittal pour financer son fonds de roulement et soutenir la formation professionnelle de vétérans, personnes handicapées et jeunes femmes.

[Metinvest](#) a interrompu les négociations sur ses euro-obligations et cherche désormais des solutions alternatives de refinancement. [Nestlé](#) augmente ses investissements dans son usine de Volhynie à 70 M EUR d'ici fin 2027. [Nova Poshta](#) a lancé ses activités aux États-Unis avec UPS, permettant l'envoi de colis jusqu'à 30 kg vers l'Ukraine depuis plus de 6 000 points et réduisant les délais de livraison à cinq jours.

Ukraine en guerre : bilan et perspectives

Quatre ans de guerre à grande échelle : impacts économiques

1,8 million

Soldats tués, blessés ou portés disparus des deux côtés depuis le début de l'invasion à grande échelle.

19,4 %

Part du territoire ukrainien actuellement occupée par la Russie.

21 %

Réduction du PIB réel de l'Ukraine en 2025 par rapport à 2021

5,9 millions

Ukrainiens contraints de quitter leur pays depuis 2022.

2 881

Attaques ayant affecté la fourniture de soins de santé en Ukraine depuis l'invasion.

1,4 GW

Capacités de production énergétique décentralisée mises en service par l'Ukraine depuis 2022.

5 796

Attaques russes recensées contre le système énergétique ukrainien en quatre ans.

1,1 milliard USD

Pertes du secteur des silos à grains, avec jusqu'à 13 Mt de capacités de stockage détruites ou endommagées.

1 462^e jour

Durée de l'invasion à grande échelle au 24 février 2026.

0

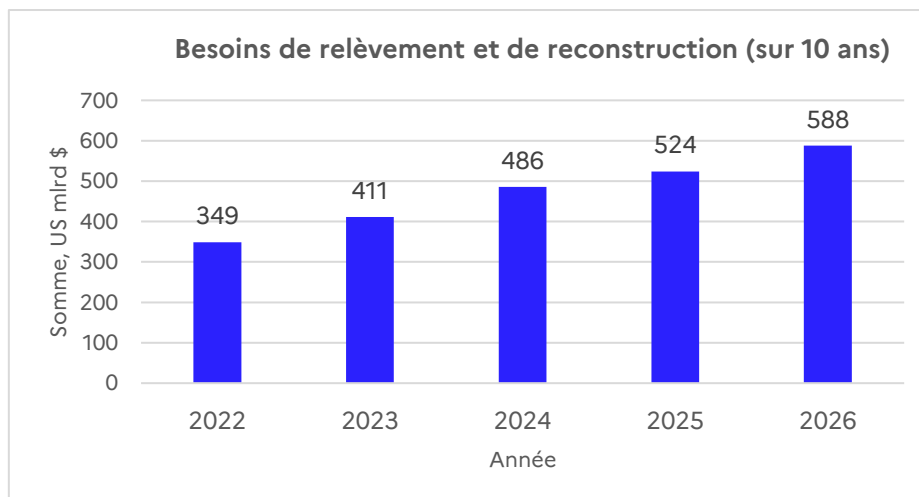
Nombre de centrales électriques ukrainiennes épargnées par les frappes russes.

[*Source](#)

[Perspectives stratégiques et reconstruction](#)

RDNA 5 (Rapid Damage and Needs Assessment) est la cinquième évaluation conjointe menée par la Banque mondiale, l'Union européenne, les Nations unies et le gouvernement ukrainien. Présentée à Kyiv en février 2026, elle dresse un bilan actualisé des destructions, des pertes économiques et des besoins de reconstruction afin de guider les priorités d'investissement et la mobilisation internationale.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des besoins estimés de relèvement et de reconstruction de l'Ukraine sur dix ans, tels qu'évalués par les cinq éditions successives de la plateforme RDNA.



Source : Ukraine Fifth Rapid Damage and Needs Assessment

La reconstruction de l'Ukraine après près de quatre ans de guerre à grande échelle représente un défi colossal : **les besoins totaux sur les dix prochaines années s'élèvent à 588 milliards USD, soit près de trois fois le PIB nominal prévu pour 2025**. Cette estimation couvre la période du 24 février 2022 au 31 décembre 2025, avec 195 milliards USD de dommages directs et 667 milliards USD de pertes socio-économiques.

Les secteurs les plus touchés sont le logement (31 %), le transport (20,6 %), l'énergie (12 %), ainsi que le commerce et l'industrie (9 %). Plus de 80 % des destructions se concentrent dans les zones proches du front et des frontières.

La planification et la priorisation des investissements s'inscrivent désormais dans le cadre de la réforme de la gestion des investissements publics (PIM), avec un premier cycle budgétaire complet en 2026. La plateforme numérique DREAM consolide les besoins des collectivités locales, assurant transparence et coordination des financements.

Le financement des programmes prioritaires pour 2026 s'élève à 15,25 milliards USD, dont 34 % déjà garantis par le budget national et les partenaires internationaux. Cette approche vise non seulement à reconstruire les infrastructures détruites, mais aussi à transformer l'économie ukrainienne, attirer les investissements privés et préparer l'intégration complète au marché européen.

Par rapport au RDNA4 de 2025, les besoins prioritaires globaux du RDNA5 pour 2026 ont légèrement diminué (de 17,3 milliards à 15,25 milliards de dollars américains) grâce à la hiérarchisation des projets ; les besoins les plus importants en matière de financement restent ceux liés à l'énergie, aux transports et aux projets multisectoriels.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Kyïv

pierre.offret@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SE de Kyïv